



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Entretien des réseaux d'assainissement, fosses à graisse et
station de relevage des établissements parties
du GHT LEMAN MONT-BLANC**

Centre Hospitalier Alpes Léman
Etablissement support du GHT Léman - Mont-Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	6
1.4 - Obligation de résultats	6
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	7
1.6 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	8
1.7 - Réalisation de prestations similaires	8
1.8 - Cotraitance	8
1.9 - Sous-traitance	8
1.10 - Clause de non exclusivité	9
2 - Pièces contractuelles	9
3 - Protection des données à caractère personnel	10
4 - Durée et délais d'exécution	10
4.1 - Durée du contrat	10
4.2 - Reconduction	10
5 - Prix du marché	10
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
5.2 - Modalités de variation des prix	11
5.3 - Garanties Financières	12
6 - Avance	12
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
6.2 - Garanties financières de l'avance	12
7 - Modalités de règlement des comptes	13
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	13
7.2 - Présentation des demandes de paiement	13
7.3 - Délai global de paiement	14
7.4 - Paiement des cotraitants	14
7.5 - Paiement des sous-traitants	14
8 - Conditions d'exécution des prestations	14
8.1 - Modalités particulières d'intervention :	14
8.2 - Reconnaissance des lieux	15
8.3 - Planning	15
8.4 - Documents	15
8.5 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée	16
8.6 - Hygiène et sécurité	16
8.7 - Devoir de conseil :	17
8.8 - Formation du personnel :	18
8.9 - Formes des notifications et informations au titulaire	18
9 - Obligation de confidentialité	18
10 - Développement durable	19
11 - Constatation de l'exécution des prestations	19
11.1 - Vérifications	20
11.2 - Décision après vérification	20
12 - Fin du marché :	20
13 - Pénalités	21
13.1 - Pénalités de retard et autres pénalités	21
14 - Assurances	22
15 - Clause de réexamen	22
15.1 - Modifications d'ordre financier ou administratif	23
15.2 - Modifications de circonstances d'exécution du contrat	24
15.3 - Modifications d'ordre technique	25
15.4 - Notifications des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire	26
16 - Exécution aux frais et risques	26
17 - Résiliation du contrat	26

17.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général :	26
17.2 - Résiliation pour événement extérieurs au marchés	26
17.3 - Résiliation aux torts du titulaire :	27
18 - Redressement ou liquidation judiciaire	27
19 Règlement des litiges et langues.....	28
20 Dérogations.....	28

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

L'entretien des réseaux d'assainissement, fosses à graisses, stations de relevage et bacs hydrocarbures des établissements parties du GHT Léman Mont-Blanc.

Lors de la publication du présent marché, seuls les besoins des établissements identifiés à l'article 1.2 ci-dessous sont connus. Au cours du marché d'autres établissements seraient susceptibles d'intégrer le marché sans que le titulaire ne puisse s'y opposer. Dans ce cas, les besoins de l'établissement seront précisés par marché subséquent.

Le titulaire de l'accord-cadre est informé que le Centre Hospitalier Alpes Léman, établissement support du GHT Léman Mont Blanc, passe l'accord-cadre dans le cadre de sa compétence légale (article L.6132-2-5°a) du code de la Santé Publique) au bénéfice de l'ensemble des membres du GHT. A ce titre, l'établissement support mène la procédure de passation et signe l'accord-cadre pour son compte et celui des établissements parties. Les établissements sont pour leur part, responsables de l'exécution de l'accord-cadre à l'exception de la passation d'éventuels avenants.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Cet accord-cadre fixe également toutes les conditions d'exécution des prestations exécutées au fur et à mesure de l'attribution des éventuels marchés subséquents pour la réalisation de travaux de maintenance complémentaire occasionnels ou pour préciser les besoins d'un établissement.

Lieu(x) d'exécution :
Haute-Savoie

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum H.T Pour la durée du contrat (y compris curatif)
01	Entretien des réseaux d'assainissement pour l'établissement suivant : - Hôpitaux Du Léman et ses sites annexes	200 000 €
02	Entretien des réseaux d'assainissement des établissements suivants : - Centre Hospitalier Alpes Léman et ses sites annexes - EPSM74 et sites annexes - Hôpital Andrevetan - Hôpital de Reignier	270 000 €

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

La liste des sites principaux et de leurs sites annexes est détaillée ci-après :

Etablissement	Site	Adresse
Centre Hospitalier Alpes Léman	Hôpital de Contamine	558 route de Findrol, 74 130 CONTAMINE SUR ARVE
	EHPAD Les Edelweiss	8 Rue Ravier, 74 100 AMBILLY
	EHPAD Peterschmitt	52 Rue Crève-Cœur, 74 130 BONNEVILLE
	EHPAD La Rose des Vents	104 rue Simone Veil, 74 460 MARNAZ
	Centre de Consultations Avancées	17 bis rue du Jura, 74 100 AMBILLY
	IFSI *	11 rue de la Fraternité, 74 100 AMBILLY
EPSM 74	Hôpital de La Roche sur Foron	530 rue de la Patience, 74 800 LA ROCHE SUR FORON
	CATTP Jean Itard	43 chemin des Carrés, 74 100 VETRAZ MONTHOUX
	CMPA de Cluses	9 avenue de Châtillon, 74 300 CLUSES
	CMPA de Sallanches	127 rue Dominique Cancellieri, 74 700 SALLANCHES
	CMPA Joseph Daquin	Impasse Henri Becquerel, 74 100 VETRAZ MONTHOUX
Hôpital Andrevetan	Hôpital Andrevetan	459 rue de la Patience, 74 800 LA ROCHE SUR FORON
Hôpital Départemental de Reignier	Hôpital de Reignier	460 rue de Bersat, 74 930 REIGNIER-ESERY
Hôpitaux Du Léman	Site Georges Pianta, UPAC	3 avenue de la Dame, 74 203 THONON LES BAINS
	EHPAD Les Verdannes	Route des Verdannes, 74 500 EVIAN-LES-BAINS
	EHPAD La Prairie	3 avenue de la Dame, 74 203 THONON LES BAINS
	EHPAD La Lumière du Lac	Boulevard Bel Air, 74 200 THONON LES BAINS
	USN	45 chemin des harpes, 74 200 THONON LES BAINS
*IFSI : 11 rue de la Fraternité, 74 100 AMBILLY - Ce site déménagera dans le courant de l'automne 2025.		

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 - Obligation de résultats

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dont il ne pourra s'exonérer qu'en prouvant qu'il n'a pas commis de faute ou que la non-atteinte des résultats est imputable à un cas de force majeure ou au pouvoir adjudicateur.

Le descriptif des prestations à réaliser, présenté dans le CCTP constitue le minimum à réaliser.

Le titulaire en tant que professionnel se doit de les assurer afin de respecter ses obligations. Il lui appartient de mettre en œuvre les moyens adéquats pour répondre à ses obligations et garantir la continuité de service ainsi que la satisfaction des usagers et utilisateurs.

Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations du présent marché et/ou chaque contrôle présentant un résultat "non acceptable", fera l'objet d'un constat par le pouvoir adjudicateur qui sera notifié au titulaire et donnera lieu à l'application d'une décision écrite et des pénalités prévues à l'article 13 présent marché.

Il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Dans le cas où les prestations ne s'avèreraient pas satisfaisantes du fait d'une erreur, d'une omission ou d'une négligence de sa part, l'établissement précisera au titulaire si il exécute à ses frais les prestations correctives ou complémentaires nécessaires pour satisfaire aux exigences définies dans le présent marché, ou si il est fait application d'une exécution aux frais et risques prévue à l'article 18 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'empêche pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le pouvoir adjudicateur pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

Le titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à une majoration de rémunération en raison des dépenses qu'il aurait pu être amenée à engager pour l'exécution de son marché.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les prestations s'exécuteront par l'émission de bon de commande. Toutes les prestations en dehors des visites de maintenance préventive donneront lieu à l'établissement d'un devis validé par l'établissement.

Les bons de commande seront notifiés par l'établissement demandeur et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires. Les modalités particulières d'exécution des bons de commande sont précisées à l'article 11.

Le titulaire a un devoir de vigilance sur le contenu des informations indiquées dans le bon de commande et veille donc à s'assurer de la présence de toutes les informations ci-dessus mentionnées ainsi que de disposer de toutes les informations utiles à la bonne exécution des prestations.

En cas de bon de commande incomplet ou d'informations manquantes il appartient au titulaire de demander à l'acheteur les informations indispensables dont il a besoin pour exécuter la prestation. Tout bon de commande incomplet pourra être accepté par le titulaire dès lors qu'il estime avoir toutes les connaissances nécessaires à sa disposition pour exécuter comme attendu la prestation.

Si le titulaire reconnaît une erreur dans les documents fournis par l'acheteur, il doit le signaler immédiatement par écrit. En cas de défaut d'exécution, le titulaire ne pourra tenir responsable l'acheteur de ne pas avoir transmis les informations suffisantes.

La réception du bon de commande fait courir les délais d'exécution.

Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est envoyé au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande.

Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements bénéficiaires peut à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire, des prestations exécutées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

Cas d'urgence :

Néanmoins, uniquement dans le cadre d'urgence, si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure d'établir un bon de commande pour exécuter les prestations spécifiques, il communiquera au prestataire de service une demande d'intervention écrite, valant ordre d'intervention et d'exécution des prestations nécessaires. Le bon de commande sera ensuite établi par le Pouvoir adjudicateur pour régularisation.

Le titulaire du présent marché s'engage donc, uniquement dans les cas d'urgence, à intervenir sur toute demande téléphone/courriel de l'établissement dans le cadre des délais fixés dans le CCTP, même s'il n'a pas eu le bon de commande correspondant à l'exécution des prestations demandées, cela dans le but d'éviter tout risque d'indisponibilité et de sécurité sur les équipements dont il doit assurer la maintenance complète.

Aucune rémunération ne sera due si le titulaire anticipe l'émission d'un bon de commande du fait d'informations dont il aurait bénéficié de quelque manière que ce soit, ou si il déborde du cadre de mission fixé par le bon de commande (sauf en cas d'urgence, et dans ce cas une demande sera faite par courriel/téléphone puis régularisée par un bon de commande).

1.6 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Le CCTP de l'accord-cadre fixe les conditions d'exécution des prestations déjà connues.

Les marchés subséquents définiront l'ensemble des clauses nécessaires à l'exécution des prestations qui n'auraient pas été définies au présent accord-cadre ou préciseront certaines des clauses définies dans le présent accord-cadre.

Les précisions qui seront apportées lors de la passation des marchés subséquents complètera ainsi le CCTP de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre, après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande.

Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

Les échanges seront dématérialisés et pourront être réalisés par mail en fonction des besoins des établissements selon les dispositions de l'article 11.9 du présent CCAP.

Les marchés subséquents conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre, détermineront les délais particuliers de réalisation des prestations concernées, dans le respect des conditions de l'article R.2162-5 du code de la commande publique. Ils pourront être reconductibles.

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.8 - Cotraitance

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

En cas de constitution d'un groupement, dans le cas où il ne revêtirait pas cette forme au stade du dépôt de son offre, l'acheteur se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire.

Si l'offre est produite par un groupement conjoint d'entreprise, la rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination des cotraitants est comprise dans le prix des prestations qu'il réalise.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, le cas échéant, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

1.9 - Sous-traitance

L'intégralité des prestations objet du présent accord-cadre seront couvertes par l'offre remise par le candidat.

La sous-traitance totale des prestations objet du marché est interdite.

Dans le cas où le candidat ferait appel à des sous-traitants, il présentera à la remise de son offre, le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

L'acte spécial précise tous les éléments issus des dispositions correspondantes du Code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le montant de la prestation sous-traitée
- Les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation des prix
- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer
- La nature des prestations sous-traitée

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS. Notamment, l'acheteur notifiera à chaque sous-traitant concerné, la copie de l'acte spécial après signature.

Les sous-traitants du titulaire ne pourront eux-mêmes recourir à des sous-traitants qu'après avoir obtenu l'accord du titulaire et l'acceptation de l'acheteur, au vu notamment des prestations et du montant sous-traité, des capacités du sous-traitant. Les délégations de paiement pour les sous-traitants de second rang ou plus ne seront pas admises.

Désignation de sous-traitants en cours de contrat :

Au cas où le titulaire envisagerait, de recourir en cours d'exécution du marché à un sous-traitant non prévu initialement, il adresse à l'établissement bénéficiaire, un acte spécial selon le modèle qui sera fourni après la notification du marché. Dans tous les cas, un sous-traitant quel que soit son rang ne pourra intervenir qu'à la condition de son acceptation et agrément par le pouvoir adjudicateur ou l'établissement bénéficiaire.

1.10 - Clause de non exclusivité

Le présent accord-cadre est conclu à titre non exclusif. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, le cas échéant, de recourir à une autre entreprise dans le cas où ce nouveau contrat ou achat présenterait un intérêt technique et/ou économique pour l'établissement acheteur.

Commande hors accord-cadre : Pour des besoins occasionnels de faibles montants, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre pour autant que le montant cumulé des prestations de l'établissement bénéficiaire ne dépasse pas 1% du montant total du marché du lot considéré.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 10 annexes
- Le cadre de mémoire technique du candidat et le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets, réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations à réaliser dans le cadre du marché, et notamment :

- Le titulaire devra justifier qu'il est en possession de(s) habilitations, certificats(s) de marquage CE (numéro et nom de l'organisme notifié ayant certifié) des équipements, fournitures et accessoire, ainsi que de(s) attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant aux prestations proposées. Il précisera les textes de références.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité (notamment ceux relatifs au développement durable et à l'éco responsabilité) pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci serait directement applicable dès sa promulgation.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Mise au point : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

3 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent pendant toute la durée du marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (Règlement général sur la protection des données dit « RGPD »).

Il s'engage à faire respecter auprès de ses employés, partenaires, cotraitants et sous-traitants toutes les mesures assurant le respect de l'obligation de protection des données à caractère personnel.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 31 mai 2027.

La date de démarrage de l'exécution des prestations est fixée par l'établissement selon le planning transmis chaque année au titulaire. Les fréquences d'intervention sont précisées à l'annexe 9 du CCTP.

Les établissements sont pour une parties des prestations engagées sur des contrats encore en cours.

Aussi, la date de démarrage de l'exécution des prestations est différée pour les établissements suivants :

Lot	Etablissement	Date de Démarrage de l'exécution des prestations
1	HDL	Entretien des bacs à graisse et poste de relevage : 1 ^{er} juillet 2025 Entretien des bacs, cuves et séparateur d'hydrocarbures : 18 novembre 2025
2	Hôpital d'Andrevetan	15/09/2025
	EPSM74	01/01/2026

De plus, chaque marché subséquent déterminera sa propre durée d'exécution par le biais de bons de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1.

La durée de la période de reconduction est de 24 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois. L'échéance du marché reconduction comprise est donc fixée au 31 mai 2029.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix du marché

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix des prestations de maintenance préventive est réputé comprendre le déplacement, la main d'œuvre, la fourniture, l'évacuation et le traitement des déchets.

Les prix des fournitures sont réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu d'exécution.
Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune demande de complément de prix.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché puis révisable annuellement à date anniversaire.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de modification ou de remplacement d'un (des) indice(s) choisi(s) le (les) nouvel (nouveaux) indice(s) est (sont) de plein droit substitué(s) à (aux) l'ancien(s) dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'(les) indice(s) ne pourra (ont) plus être appliqué(s).
En cas de suppression pure et simple de(s) l'indice(s), il sera retenu un (des) nouvel (nouveaux) indice(s) déterminé(s) d'un commun accord entre les parties.

La formule de révision des prix est la suivante :

Prestations de maintenance préventive:

Formule

$$P = P_0 (0,15 + 0,55 \text{ ICHTrev-TSE} / \text{ICHTrev-TSE}_0 + 0,25 \text{ IPSE} / \text{IPSE}_0 + 0,05 \text{ GO} / \text{GO}_0)$$

Intervention non programmée (tarif horaire) :

Formule

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \text{ ICHTrev-TSE} / \text{ICHTrev-TSE}_0)$$

Formules dans lesquelles :

P = prix révisés

P₀ = prix initiaux de base figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de dépôt d'offres ;

ICHTrev-TSE = Indice mensuel du Coût Horaire du Travail Révisé - Salaires et charges - Section E : Eau, assainissement, déchets, dépollution ; dernier indice publié à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, sur le site internet de l'Insee

ICHTrev-TSE₀ = valeur de l'indice mensuel du Coût Horaire du Travail Révisé - Salaires et charges - Section E : Eau, assainissement, déchets, dépollution à la date de remise des offres du présent accord-cadre, publiée sur le site internet de l'Insee

IPSE = dernière valeur de l'Indice des prix de production des services, publiée à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, sur le site internet de l'Insee

IPSE₀ = Valeur de l'Indice des prix de production des services publiée à la date de remise des offres du présent accord-cadre, publiée sur le site internet de l'Insee.

GO = Indice du gazole yc TICPE (Identifiant 010764135)

GO₀ = Valeur de l'Indice du gazole à la date de remise des offres du présent accord-cadre, publiée sur le site internet de l'Insee

Transmission des nouveaux tarifs :

Le titulaire s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur par mail à achats_publics_ghet@ch-alpes-leman.fr ou par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ses demandes d'ajustements accompagnés des indices, ancien et nouveau prix et le pourcentage d'augmentation (sous format **Excel** initial), 4 semaines minimum avant l'application des nouveaux prix. Passé ce délai, les révisions de prix ne seront plus acceptées.

Il joindra à sa demande une note indiquant les indices de prix en références (documents de preuves du site INSEE pour contrôle inclus) ainsi que le détail des calculs. Si le prestataire ne fournit pas ce document, il perdra le bénéfice de la révision de prix pour l'année en question.

Le pouvoir adjudicateur examinera les demandes d'ajustement et fera connaître sa réponse au titulaire dans les meilleurs délais (les ajustements ne seront applicables qu'après accord écrit du pouvoir adjudicateur).

Tant que les nouveaux tarifs n'ont pas été acceptés par le pouvoir adjudicateur, les tarifs précédents s'appliquent.

Clause limitative dite de butoir:

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 2% maximum par révision.

Clause dite de sauvegarde:

L'établissement se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% par révision.

5.3 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance peut être accordée au titulaire de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article R2191- 3 et suivants du code de la commande publique. Le titulaire peut renoncer à cette avance dans l'Acte d'Engagement.

Concernant les prestations au bordereau des prix, Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les prestations sont facturées à chaque établissement après service fait, dans le mois qui suit chaque visite.

Les demande de paiement faisant suite à un bon de commande seront adressé à l'établissement accompagné de la fiche de contrôle et du rapport d'intervention signé par l'établissement.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

-Identification de la structure publique :

Numéro SIRET	Etablissement
267 400 844 00085	Centre hospitalier Alpes Léman
267 411 031 00011	Hôpitaux du Léman
267 400 083 00064	Hôpital Andrevetan
267 400 166 00018	Etablissement public de santé mentale de la Haute-Savoie
267 400 182 00049	Hôpital départemental de Reignier

Le titulaire prendre attache avec le service gestionnaire de l'établissement pour préciser les modalités de dépôt des factures.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

8.1 - Modalités particulières d'intervention :

Toute intervention programmée devra être confirmée par écrit aux services techniques de l'établissement au plus tard 48 heures avant la date d'intervention sur le site.

Les plages horaires des interventions pour la maintenance préventive sont précisées à l'article 7.1 du CCTP.

Pendant toute la durée des interventions, le titulaire devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer la protection des personnes et des ouvrages existants :

- la pose et l'entretien de toute la signalisation nécessaire pour assurer la sécurité ;
- la mise en place de barrières empêchant l'accès en cours de travaux ;
- le nettoyage général régulier et en fin d'opération.
- la fourniture des EPI

En raison de la spécificité de certaines prestations, le titulaire pourra être amené à réaliser des travaux la nuit et notamment la prestation de curage et détartrage des canalisations EU et V en sous-sol niveau garage du CHAL, ou le week-end. L'entreprise prendra toutes les dispositions et mesures de prévention nécessaires à la sécurité de son personnel et veillera à réduire les situations de travail isolé.

Lorsque des interventions doivent être réalisées dans les locaux, les interventions s'effectuent après prise de rendez-vous. L'accès aux locaux en rapport avec l'exécution des prestations est soumis à l'accord préalable du service technique de l'établissement concerné, le titulaire s'engage à prévenir par écrit, pour toute intervention sur les sites pour des opérations de maintenance ou de mise en service.

Les cas d'exception sont les dysfonctionnements entraînant une interruption de service de tout ou partie des installations, à la discrétion de l'établissement, pendant les jours fériés, week-end et en dehors du créneau horaire indiqué précédemment.

En cas de nécessité, pour le titulaire, d'intervenir en dehors de la période d'intervention telle que définie ci-dessus, celui-ci devra obtenir un accord préalable du pouvoir adjudicateur.

8.2 - Reconnaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir une connaissance suffisante des lieux, tant pour en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour prendre en compte les contraintes des prestations.

La reconnaissance porte notamment sur l'état général des lieux, la situation géographique, et de manière générale sur toutes les contraintes et sujétions prévisibles.

Ainsi, le titulaire s'engage en toute connaissance de cause.

Le prestataire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les bâtiments ou des équipements, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché. Le titulaire est ainsi réputé avoir pris connaissance de toutes les conditions ayant une influence sur l'exécution et les délais, de même que sur la qualité et le coût des ouvrages à réaliser.

Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d'inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourra être réclamée.

Les interventions se déroulent dans des sites occupés. Le titulaire du marché met tout en œuvre pour occasionner le moins de gêne possible de sorte à limiter les nuisances.

8.3 - Planning

Un calendrier de réalisation des visites de maintenance préventive sera établi.

La fréquence des visites préconisées par les constructeurs est précisée à l'Annexe 9 du CCTP.

Dans le cas où les conditions d'exploitation ne seraient pas satisfaisantes, la fréquence et/ou la périodicité des visites pourra être modifiée à la demande des établissements.

8.4 - Documents

Tout document non tenu à jour ou non remis donnera lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 13 du présent C.C.A.P

Fiches d'intervention / rapport d'intervention :

A chaque intervention par site et par intervention, le personnel du titulaire établit une fiche d'intervention qu'il fait viser par un responsable des services techniques. Le rapport d'intervention est également transmis aux services techniques.

Il y consigne :

- les dates et heures de début et de fin d'intervention,
- la nature de l'intervention (entretien préventif, dépannage ou réparation avec dommages, travaux d'adaptation aux normes, travaux pour amélioration ou modification de fonctionnement)
- l'objet et la description des interventions réalisées de façon détaillée,
- les observations utiles telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risque de détérioration, etc...
- les éventuels travaux de remise en état, d'amélioration ou de modernisation à réaliser,
- la signature du technicien ou du référent Cette fiche d'intervention doit être signée.

Rapport d'essai (Test annuel d'étanchéité des canalisations d'eaux vannes et usées de médecine nucléaire)

Après l'intervention, un fascicule de réception de test d'étanchéité à l'eau sera remis au service technique au format papier et au format numérique dans la semaine qui suit l'intervention.

Tout manquement à ces obligations met en droit le pouvoir adjudicateur à dénoncer par simple lettre recommandée avec accusé de réception le présent marché.

L'entreprise signalera également par écrit au pouvoir adjudicateur les incidents prévisibles sur les équipements ne faisant pas partie du présent contrat de maintenance et nuisibles à la réalisation de ce dernier et cela, dès qu'il peut les déceler en indiquant les conséquences que pourraient entraîner la non-intervention du pouvoir adjudicateur et les travaux nécessaires à leur prévention.

L'attention du titulaire est attirée sur l'importance de la mise en place de ces outils qui doivent assurer la traçabilité des opérations réalisées sur l'équipement en question. Il en sera de même pour chaque intervention faite à distance.

8.5 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Au plus tard 15 jours après la notification de l'accord-cadre, un responsable du marché est nommément désigné par le Titulaire. Il est l'interlocuteur principal de l'Etablissement.

Le responsable des prestations assurera notamment le suivi de la bonne exécution des prestations et participera aux réunions.

Cette personne sera qualifiée, aura une parfaite connaissance du marché global et sera compétente dans le domaine et devra être aisément joignable par l'établissement bénéficiaire.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, lorsqu'un personnel du titulaire nommément désigné n'est plus en mesure d'assurer la prestation qui lui est confiée, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'Etablissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de huit (8) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Tous les agents du titulaire doivent figurer sur la liste du personnel.

Les personnes désignées par le Titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Elles possèdent la qualification professionnelles et l'habilitation et / ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire doit présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'Etablissement.

Une liste de ces personnes est fournie à l'Etablissement et mise à jour par le Titulaire.

L'Etablissement peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception de la demande ; ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent accord-cadre ou en cas de faute grave.

Le Titulaire doit veiller à établir une équipe durable et privilégier une meilleure connaissance des installations et des interlocuteurs du site par son personnel.

8.6 - Hygiène et sécurité

Le titulaire est réputé connaître :

- Toute dispositions du code du travail et spécifiquement celles applicables aux interventions en établissement de santé
- Les plans de prévention des établissements et plus généralement toute procédure, règlement intérieur, règles de sécurité et d'hygiène applicable à l'établissement
- Les consignes d'hygiène en vigueur ou appliquées dans les services
- Toutes conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des sites

Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (service sécurité) dans les 15 jours qui suivent la notification du contrat et en tout état de cause avant intervention afin de signer tout document utile tel que notamment conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

Un représentant de l'Etablissement pourra s'assurer auprès des salariés du titulaire, de ses co-traitants et sous-traitants de leur connaissance des règles de sécurités et d'hygiène.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas la réglementation relative aux conditions d'intervention, le titulaire verra son intervention reportée et remise à une date ultérieure et tout retard pris à cause du non-respect de ladite réglementation pourra faire objet de l'application des pénalités prévues à l'article 13.

Autorisation de travaux

Une autorisation de travaux sera à établir annuellement entre le titulaire et les Hôpitaux du Léman.

Obligation d'information préalable :

Le titulaire doit transmettre par écrit au responsable des services techniques de l'établissement au plus tard 48 heures avant la date d'intervention sur le site :

- la date d'intervention sur le site ;
- la durée prévisible de la ou des interventions ;
- le nombre prévisible de salariés devant intervenir ;
- les noms et qualifications de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- les noms et références des sous-traitants et d'identification des prestations sous- traités.

Il informera par ailleurs le pouvoir adjudicateur de l'intervention de tout nouveau salarié en cours d'exécution des prestations.

Identification du personnel :

Les agents du titulaire amenés à travailler dans les locaux des établissements et sites annexes doivent porter en permanence et de façon visible un insigne distinctif de leur entreprise (raison sociale de la société et nom de la personne) ou être en mesure de justifier à tout moment, par un document officiel son appartenance à la société titulaire du contrat. Toute personne en infraction avec cette règle pourra être reconduite hors des sites. Le titulaire devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail adaptés et éventuellement de protection, entretenus régulièrement. Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et devra être correct envers le personnel, les visiteurs et les patients des établissements. Il leur est formellement interdit de solliciter ou de recevoir une gratification quelconque.

Les établissements se réservent le droit d'exiger le remplacement de tout agent intervenant du prestataire, dont le comportement provoquerait des réclamations justifiées, pour des motifs professionnels ou autres dans un délai de 15 jours, ce délai peut être réduit à 24H si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent accord-cadre, ou en cas de faute grave caractérisée.

Accès :

L'établissement indiquera des accès clairement définis. Le personnel du titulaire peut intervenir et accéder que sur les chemins, voies d'accès ainsi que dans les zones où il est autorisé à circuler et déposer les produits.

Le titulaire est tenu de mettre en place le balisage d'un périmètre de sécurité avant chaque intervention. Il demeure responsable pendant toute la durée de ses interventions, du balisage et de la signalisation des zones de sécurité qu'il aura mis en place.

Le non-respect des dispositions relatives aux conditions d'interventions et de sécurité pourront entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

8.7 - Devoir de conseil :

Le prestataire a un devoir de conseil technique, normatif et de propositions d'amélioration de la sécurité du site auprès du bénéficiaire. Ainsi le titulaire est soumis à une obligation d'information, de transparence et de bonne foi et se doit de transmettre à l'établissement bénéficiaire toute information nécessaire à sa bonne compréhension et en lien direct avec l'objet du contrat, particulièrement concernant la maintenance préventive.

Le titulaire s'engage par ailleurs à apporter son concours et son assistance pendant la période de garantie de toute nouvelle installation pour les éventuels recours auprès des tiers ayant concouru à leur fourniture, mise en œuvre et installation.

Un compte rendu des échanges qu'il aurait pu avoir avec l'établissement dans le cadre de son obligation de conseil sera transmis systématiquement.

8.8 - Formation du personnel :

Le titulaire sera responsable de la formation de son personnel et de l'application des règles de sécurité professionnelles, en particulier le port des équipements individuels de protection dans certains secteurs. Des formations spécifiques pourront être demandées.

8.9 - Formes des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes :

- o Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.
- o A l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.
- o Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes :

Le titulaire communiquera dès la notification du marché les adresses e-mails d'une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation à l'acheteur. Le titulaire veillera à communiquer tout changement d'adresse e-mail de contact en cours d'exécution du marché. En l'attente de cette désignation et à défaut, la personne physique désignée à l'acte d'engagement est seule habilitée à l'engager.

L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire, à défaut l'accusé d'envoi, font foi de la notification. La date de l'accusé réception du courrier électronique ou à défaut de l'accusé d'envoi est retenue comme date de remise de la décision ou de l'information.

9 - Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements, s'engage à ce que les informations (techniques, financières ou organisationnelles), objets quelconques, documents et savoir-faire relatifs à l'activité des établissements, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des accords-cadres ou qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte, ne puissent être utilisés, ni remis à des tiers, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du groupement ou son représentant.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences. Les préposés et le personnel du titulaire chargé par ce dernier d'exécuter le présent accord-cadre sont tenus d'observer les mêmes dispositions. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions.

Le titulaire assurera donc la protection de toute information, objet et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires. Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de deux ans à compter du terme du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements ou d'un tiers. En cas de violation du secret professionnel ou de manquement du titulaire à ces obligations, le pouvoir adjudicateur pourra résilier sans préjudice de poursuites éventuelles de la part du titulaire. A contrario, le titulaire s'expose en plus des sanctions pénales éventuellement encourues, à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs sans indemnité.

Les méthodes et le savoir-faire du titulaire étant compris dans l'objet de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de les garder confidentiels. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue de la prestation objet de cet accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements.

Le non-respect des dispositions relatives à l'obligation de confidentialité pourra entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

10 - Développement durable

L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des interventions ou travaux dont elle est chargée.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

L'entreprise fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets conformément à la réglementation, Elle aura à sa charge la gestion et le tri de ses déchets d'emballage et de chantier conformément aux textes réglementaires applicables en matière de gestion des déchets ainsi qu'aux règlements sanitaires départemental et régional ainsi que l'élimination et la valorisation des déchets.

Notamment, le prestataire doit déterminer les caractéristiques de ses déchets afin de respecter ses obligations et s'engage à fournir, à la demande du représentant du site des établissements, le bordereau de suivi et de retraitement de ses déchets.

L'ensemble des déchets seront évacués en centres de traitement.

Pour ce faire, le titulaire mettra en œuvre les matériels nécessaires à la collecte et au transport des déchets en dehors des locaux et sites des établissements, et s'assurera de leur prise en charge dans les filières de traitement ou d'élimination appropriées ou spécialisées, conformément aux textes applicables en ce domaine et ce, notamment au regard des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de l'environnement et au transport.

L'enlèvement et le retraitement des huiles, filtrations, batteries ainsi que toutes les pièces et matières consommables nécessaires à l'exécution du marché seront pris en charge le titulaire en collaboration avec les sociétés spécialisées agréées par la DREAL.

Le titulaire devra veiller à réduire les nuisances sonores directement liée à son activité. Dans le cas de désagréments durables ou importants, l'Etablissement bénéficiaire pourra demander au titulaire de mettre en œuvre des mesures appropriées dans l'objectif de réduire les nuisances constatées.

Le prestataire se devra également de veiller à l'optimisation des consommations énergétiques et des éventuels fluides des installations, à la réduction de la consommation d'eau potable et proposera des solutions d'amélioration tant du point de vue des matériels que de l'exploitation.

Le personnel d'intervention sera sensibilisé aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché et sera formé aux bonnes pratiques pour réduire son bilan carbone et économiser les ressources naturelles.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des prescriptions environnementales fixées par le marché.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

Cette procédure s'applique à toutes les prestations objet du présent marché, à l'exclusion des éventuels travaux dont l'objet direct serait la réalisation matérielle de construction neuve, ou l'entretien structurel réalisés de manière ponctuelle. La réception de ces éventuels travaux s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG travaux, complétées par l'article 6.8 du CCTP.

Pour toutes les autres prestations de maintenance et en particulier les opérations de maintenance programmées, la procédure d'admission des prestations est encadrée par le CCAG FCS complété des dispositions ci-après.

11.1 - Vérifications

Opérations de vérification :

Les opérations de réception ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du contrat.

Les frais engendrés par les opérations de contrôle sont à la charge du titulaire.

Les prestations feront l'objet à l'issue de leur exécution, des vérifications visant à constater si les prestations effectuées et les documents remis répondent bien aux stipulations du contrat et aux spécifications annoncées dans l'offre du titulaire.

Ainsi, l'établissement ou son représentant pourra procéder aux opérations de vérification qu'il estimera nécessaire (respect du planning, qualité des prestations, utilisation du matériel etc.).

Elles se dérouleront contradictoirement à tout moment en présence du technicien, à l'issue de la prestation, ou à l'occasion des interventions du titulaire. Néanmoins, L'absence du titulaire, dûment avisé, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Lors de ces opérations de contrôle, la fiche de contrôle/d'intervention servira de base contractuelle à la vérification du service fait.

Tout manquement dans le cadre de l'exécution aux prestations du présent contrat et/ou chaque contrôle présentant un résultat "non acceptable", fera l'objet d'un constat par l'établissement qui sera notifié au titulaire et donnera lieu à l'application d'une décision décrite ci-dessous et de pénalités cumulables prévues à l'article 13 du présent contrat.

Il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

11.2 - Décision après vérification

Si une de ces vérifications révèle une anomalie altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de la prestation concernée.

A l'issue des vérifications, l'établissement peut, dans un délai qu'il prescrit :

Prononcer le rejet partiel ou total si les prestations exécutées ne peuvent être admises en l'état. L'établissement peut faire exécuter la prestation rejetée aux frais et risques du titulaire.

Prononcer une réfaction si les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du contrat mais présentent des possibilités d'admission en l'état. Réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant en ait été averti par fax ou par tout autre moyen. Ces décisions sont motivées.

Prononcer l'ajournement des prestations. Le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation demandée, dans un délai notifié par l'établissement (le plus rapidement possible).

Les frais de manutention, de transport et les risques éventuellement entraînés par l'ajournement ou le rejet des prestations, sont supportés par le titulaire.

Les matériels seront enlevés par le titulaire à ses frais et risques dans les 7 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement ou de rejet, par dérogation aux articles 25.2.3 et 25.4.3 du CCAG.FCS, et au-delà de ces 7 jours, seront évacués par l'établissement aux frais et risques du titulaire.

Accepter en l'état le service.

L'admission sera prononcée par l'établissement habilitée à cet effet dans les conditions prévues à l'art. 30 du CCAG-FCS.

12 - Fin du marché :

A l'échéance du marché ou en cas de non-reconduction, le titulaire demeure engagé jusqu'à la fin de l'exécution d'un bon de commande en cours. Ainsi, en fonction des prestations en cours, la durée d'exécution d'un bon de commande pourra se poursuivre au-delà de la durée de l'accord-cadre.

En tout état de cause, à l'échéance du marché, le prestataire doit prévoir la réalisation d'un état des lieux contradictoire. Cet état des lieux est compris dans l'offre du titulaire et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

Si à l'issue de la visite, il apparaît que des insuffisances d'entretien sont constatées, il appartient au prestataire en exercice d'effectuer les opérations d'entretien avant la fin de son marché. L'état des lieux devra être vierge de toute observation.

13 - Pénalités

Tout manquement aux obligations contractuelles de la part du titulaire pourra faire l'objet de pénalités décrites ci-dessous cumulables entre elles, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation quant à l'application des pénalités de retard.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation

Toutes les pénalités, réfections ainsi que le montant des dommages, débours ou dépenses résultant ou à résulter de l'application des mesures d'office, seront imputés en premier lieu sur les sommes qui sont dues au titulaire par réfaction sur les factures émises ou à défaut à titre de recette.

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne dispense pas celui-ci d'exécuter la prestation définie au présent contrat.

Par dérogation à l'art.14.1.3 du CCAG/FCS, quel que soit le montant des pénalités et réfections pouvant être appliqués au titulaire, il n'est pas plafonné et le titulaire n'en est pas exonéré.

L'application des pénalités ci-dessous n'exonère pas le titulaire de la réparation du préjudice subi pour son montant effectif au cas où sa responsabilité serait engagée.

Le marché pourra être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire et à la mise en exécution de l'accord-cadre par un nouveau prestataire aux frais et risques du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité dans le cas où le cumul des pénalités appliquées aurait atteint 20 % du montant engagé soit sur un des sites d'exécution, soit pour l'ensemble des prestations comprise dans le marché du lot considéré.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités dès lors qu'il estime que le préjudice est tel qu'il est de son droit de demander des dommages-intérêts devant les juridictions compétentes.

Les montants des pénalités sont en euros Hors taxes.

13.1 - Pénalités de retard et autres pénalités

- Retard dans la réalisation d'une opération de maintenance préventive : 150€ HT par semaine de retard à partir de la date programmée d'intervention.
- Retard dans les interventions de maintenance curative/urgence : 200€ HT par tranche d'1h
Si le délai d'intervention est plus court que celui imposé par le CCTP, les pénalités s'appliqueront sur un dépassement du délai proposé par le soumissionnaire dans son offre.
- Retard dans la remise en état/en fonctionnement pour intervention curative : 150€ HT par tranche d'1h au delà du délai précisé dans le CCTP
- Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité ou des dispositions relatives à l'obligation de confidentialité: 150€ HT par cas constaté
- Retard dans la remise d'un rapport suite à intervention : 50€ HT par jour de retard au-delà du délai précisé dans le CCTP
- Non présentation des rapports annuels : 150€ par semaine de retard à compter de la date de remise indiquée par l'établissement.
- Retard dans la remise du planning d'intervention annuel pour les établissements concernés : 100€ HT par semaine de retard
- Non-respect des dispositions du mémoire technique du candidat : 150€ HT par cas constaté
- Retard dans l'installation d'un bouchon obturateur en cas de perçage des tuyaux : 50€ HT par semaine de retard

14 - Assurances

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages causés, directement ou indirectement notamment par ses éventuels sous-traitants pendant ses interventions :

- A son personnel, au personnel de l'acheteur ou des tiers ;
- A ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire sera toujours directement responsable, tant envers l'établissement, qu'envers les tiers, des dommages de toute nature (accidents corporels, détériorations, vols, etc...) qui pourraient survenir du fait de son personnel ou de son matériel à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Ainsi, les dégâts seront réparés aux frais du titulaire. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des tâches prévues, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, entreprises etc. Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou son personnel.

Dans un délai de cinq jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Le titulaire devra présenter sa nouvelle attestation d'assurance dans les 15 jours suivant toute demande de l'établissement bénéficiaire.

De plus à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

15.1 - Modifications d'ordre financier ou administratif

Modification des conditions de variation des prix

1- Il est prévu expressément qu'en cas d'arrêt ou modification de la série ou de l'indice concerné ou de changement de base de calcul, les parties utiliseront l'indice de remplacement proposé par l'INSEE ou l'organisme de publication en appliquant le coefficient de raccordement éventuellement proposé, ou toute autre méthode de calcul. Dans le cas où l'organisme de publication ne proposerait pas d'indice de remplacement, les parties s'accorderont sur un tel indice et ses modalités d'application au contrat, sur demande de la partie la plus diligente. Ces modifications seront actées par avenant.

2- Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part et la structure de la formule de révision d'autre part pourront être soumises à réexamen à l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :

- en cas de modification importante de la consistance et des conditions d'exécution du service (modification des horaires ; l'emploi nécessaire de matériels nouveaux pour réaliser la prestation...)
- dans le cas où la nature des prix ou la variation réelle des indices de la formule de révision ne refléterait plus le coût réel des prestations ;
- En cas d'évolution importante de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'Environnement.

La procédure de révision n'entraînera pas l'interruption du jeu normal des formules de révision qui continueront à être appliquées jusqu'à la validation de la modification. Ces modifications seront actées par avenant.

Modifications des conditions administratives d'exécution :

3- Les établissements hospitaliers se réservent un droit de revue annuelle des pénalités applicables. Ces modifications seront actées par avenant.

Modifications touchant le titulaire du contrat :

4- Remplacement du titulaire initial :

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution par avenant d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications au contrat. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à la cession entre pouvoirs adjudicateurs et ne pourra faire valoir aucune demande d'indemnisation

5- Modification de la composition du groupement :

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte par avenant à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Dans le cas d'un désaccord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution, la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de

l'invitation du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

- Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du contrat, mais sans indemnité.

Modifications touchant le pouvoir adjudicateur ou les établissements bénéficiaires :

6- Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le contrat puisse être transféré du pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre.

7- L'établissement support effectuant la mise en concurrence pour le compte des établissements parties dans le cadre d'un groupement hospitalier de territoire, il est expressément prévu, afin d'assurer dans ce cadre l'effectivité du principe de convergence des marchés publics érigé par les articles L. 6132-3 3 et R. 6132-1 du Code de la santé publique issus de la loi la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, que le présent accord-cadre soit applicable, dans ses conditions techniques, administratives et financières, à l'ensemble des membres dudit groupement concernés par l'objet de l'accord-cadre, y compris dans le cas où les établissements parties ne sont pas expressément mentionnés initialement. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant / marché subséquent.

8- Réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. La conclusion d'un avenant ne sera pas obligatoire : la modification pourra être intégrée automatiquement à l'accord-cadre par validation écrite du pouvoir adjudicateur

15.2 - Modifications de circonstances d'exécution du contrat

9- Circonstances imprévisibles :

Lorsqu'un changement de circonstances, imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour le titulaire du contrat au-delà de la simple perte de marge, dans tous les cas dans des conditions rendant impossible la poursuite du contrat, celui-ci peut en demander l'ajustement à son cocontractant. Il devra s'agir d'un événement postérieur à la conclusion du contrat et impossible à anticiper. Cette clause qui cessera de s'appliquer dès le retour à la normale, sera soumise à deux conditions cumulatives : le titulaire devra continuer à assurer ses obligations contractuelles et devra remettre tous éléments démontrant que le recours à la clause est justifié.

Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 1 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

10- Circonstances imprévisibles – continuité de service :

Dans le cas d'un événement extérieur aux parties et affectant la continuité de service dans les conditions normales d'exécution du contrat, le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cet événement, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation afin de s'assurer de la continuité de service. Les modifications induites seront actées par avenant et le titulaire devra par tous moyens faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

11- En cas de difficulté, blocage informatique, cyberattaque, les modalités d'exécution du contrat seront modifiées afin de prendre en compte les dommages et de pouvoir assurer la continuité de service en mode dégradé (exemple : modalités de commande, ...). Ces modifications seront actées par avenant.

12- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage ou des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité ou l'organisation du service public hospitalier ou la qualité des soins. Ces modifications seront actées par avenant, sans que soit opposable le caractère de modification substantielle.

13- D'éventuels ajustements techniques, administratifs ou financiers, suite à une réunion de cadrage ou revue de contrat, sauf à être substantiels, seront pris en compte par voie d'avenant.

14- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un acte écrit ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

15.3 - Modifications d'ordre technique

15- En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

16- En cas de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 2 mois avant la date prévue du changement et après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à ladite réglementation. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de procédure, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation.

Dans ce cadre, à l'occasion du préavis mentionné ci-avant, le titulaire proposera au pouvoir adjudicateur ses nouvelles conditions financières. Les prix ne sauront être modifiés à la hausse. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant.

17- Pendant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications techniques relatives aux prestations. Dans ce cadre le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. En cas de refus l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire. Les modifications éventuelles seront intégrées à l'accord-cadre par voie d'avenant.

Dans ce cas, la modification ne pourra constituer une modification dite substantielle.

17- Acquisition de nouvelles compétences relatives à la liste des équipements dont le titulaire assure la maintenance au titre du contrat :

Le Titulaire peut faire évoluer, en cours d'exécution du contrat, la liste des équipements faisant l'objet de la prestation de la maintenance, en cas d'acquisition de nouvelles compétences. Dans ce cas, le Titulaire justifie par tout moyen ses compétences à effectuer les prestations de maintenance sur des nouveaux équipements, sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur de faire entrer des nouveaux équipements dans la prestation de maintenance.

18- Ajout ou suppression d'une prestation :

L'établissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire du contrat l'exécution de prestations de maintenance préventive pour des équipements ou des installations non prévues initialement.

Lors d'un ajout d'équipement ou d'installation, le titulaire fournira un devis établi sur la base d'un équipement ou d'une installation équivalent au détail des prix. Les prestations de maintenance préventive des équipements ou installations ainsi ajoutés ne pourront commencer à être exécutées par le titulaire du contrat avant acceptation du devis susvisé par l'établissement.

L'établissement se réserve également la possibilité de retirer certains équipements ou installations du champ des prestations de maintenance à exécuter par le titulaire du contrat, sans que ce dernier ne puisse prétendre à une quelconque indemnité de ce fait. Dans ce cas, la fin de la redevance pour cet équipement ou cette installation prend effet immédiatement. (prorata temporis).

Ces nouvelles conditions seront actées par avenant au présent contrat.

20- En cours d'exécution de l'accord-cadre, en cas de nouveaux services susceptibles d'intéresser le pouvoir adjudicateur, de même nature et de même fonction que ceux constituant l'objet de la présente consultation, pourront lui être proposés qui, avec son accord préalable seront, ainsi inclus à l'accord-cadre (sans pour autant bouleverser l'économie de l'accord-cadre ni porter atteinte à la libre concurrence).

15.4 - Notifications des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au coordonnateur les modifications survenant au cours de l'exécution du présent marché le concernant et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché
- et, de façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Les notifications au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai et susceptible d'emporter des effets de droit opposable à l'autre partie n'ont de valeur probante que si elles sont effectuées conformément à l'article 3.1 du CCAG FCS.

Pour cela, le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique dans l'Acte d'Engagement cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

16 - Exécution aux frais et risques

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat ou sur le bon de commande, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

Sauf pour les prestations ne pouvant souffrir d'aucun retard, cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution. A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, l'Acheteur y remédie aux frais et risques du Titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui. Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'Acheteur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, l'Acheteur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la période d'exécution aux frais et risques, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

17 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG/FCS. Elles sont complétées des dispositions suivantes.

Il est expressément prévu que les clauses de résiliation du contrat soient applicables aux marchés subséquents.

17.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Il est précisé notamment que des motifs tirés de la convergence des marchés au sein du GHT Léman Mont-Blanc, consécutive d'une démarche d'internalisation des prestations ou de la recherche de performance technique ou financière constituent dans le cadre du présent contrat des motifs d'intérêt général.

17.2 - Résiliation pour événement extérieurs au marchés

La résiliation pour événements extérieurs au marché peut intervenir dans tous les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS.

17.3 - Résiliation aux torts du titulaire :

Le marché pourra être résilié dans tous les cas mentionnés à l'article 41.1 du CCAG F.C.S et dans les cas ci-après :

Résiliation pour indisponibilité

Si des indisponibilités répétitives d'un ou plusieurs services ont donné lieu à deux mises en demeure restées sans effet, l'établissement peut résilier le contrat aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

Résiliation pour manquement graves et répétés :

En cas de manquements graves ou répétés du titulaire à ses obligations contractuelles, l'établissement pourra résilier le contrat après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire. Si la mise en demeure est restée sans effet dans un délai de 15 jours, alors le marché public pourra être résilié dans un délai de 3 mois.

En outre, la résiliation pourra également être prononcée en cas de survenance des événements suivants (liste non exhaustive) :

- Action volontaire visant à inhiber le fonctionnement d'une installation
- Fausses déclarations répétées sur le carnet d'entretien ou pour des levées de réserves
- Non-respect répétés des conditions d'intervention, des règles de sécurité ou du plan de prévention
- Non-respect de l'obligation de confidentialité
- En cas de changement de raison sociale, ou de dénomination sociale ou de compte à créditer ; de changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale ou dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par l'établissement des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption, la copie de la publicité parue au journal d'annonces légales, la copie du procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision, l'extrait KBIS et la justification de son enregistrement légal. A défaut, la personne publique se réserve le droit de résilier le contrat.

Le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

La résiliation sera signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception,

En cas de résiliation aux frais et risques, aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS sont ajoutées les précisions suivantes : les excédents sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du contrat de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau contrat et le montant des prestations restant à réaliser tel qu'arrêté dans le décompte de résiliation, ainsi que des frais administratifs divers. Les surcoûts sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues ou à défaut à titre de recette au prestataire, sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

18 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant

l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

20 Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.2 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services